



**Conférence des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr. limitée
20 septembre 2011
Français
Original: anglais

Conseil du commerce et du développement

Cinquante-huitième session

Genève, 12-23 septembre 2011

**Projet de rapport du Conseil du commerce et du
développement sur sa cinquante-huitième session**

Tenue au Palais des Nations, à Genève, du 12 au 23 septembre 2011

Table des matières

	<i>Page</i>
Comité de session I	
Résumé du Président	2
Mise en œuvre des résultats de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés: contribution de la CNUCED	2

Résumé du Président

Comité de session I

Mise en œuvre des résultats de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés: contribution de la CNUCED

(Point 5 de l'ordre du jour)

1. Il a été reconnu que le Programme d'action d'Istanbul constituait une base solide pour un partenariat renforcé avec les pays les moins avancés (PMA). Les participants ont mesuré les défis et les perspectives qui se rattachaient à la réalisation des objectifs définis dans le Programme d'action, s'agissant en particulier de l'objectif de permettre à la moitié des PMA de satisfaire aux critères de reclassement d'ici à 2020, qui pouvait tout aussi bien être considéré comme un objectif extrêmement ambitieux. Il y a toutefois eu convergence de vues pour estimer que cet objectif traduisait une certaine urgence, et aussi la ferme volonté des PMA de sortir de leur dépendance à l'égard de l'aide et d'échapper au piège de la pauvreté.

2. L'intense échange de vues sur le Programme d'action d'Istanbul s'est appuyé sur les objectifs fondamentaux énoncés dans le rapport TD/B/58/7 du secrétariat de la CNUCED, à savoir:

- a) Application totale et effective, à titre de priorité urgente, du Programme d'action d'Istanbul;
- b) Changement de paradigme concernant les politiques et les stratégies de développement aux niveaux national et international;
- c) Renforcement et extension des mesures internationales d'appui aux PMA;
- d) Mobilisation de ressources financières pour le développement, y compris de ressources intérieures, à la mesure des objectifs ambitieux du Programme d'action d'Istanbul.

3. Les participants ont en particulier instamment demandé aux PMA et à leurs partenaires de développement: a) de veiller à ce que les engagements du Programme d'action d'Istanbul soient intégrés dans les stratégies de développement, au niveau national comme au niveau international; b) de renforcer les capacités productives des PMA – y compris la science, la technologie et l'innovation –, d'améliorer la productivité agricole et de s'attaquer aux problèmes d'une dépendance excessive à l'égard des produits de base en encourageant la diversification de la production et la création de valeur ajoutée; c) de mettre en place des mécanismes et des structures de soutien pour réduire la vulnérabilité des PMA aux chocs extérieurs et aux crises. Les membres ont examiné les moyens de renforcer les capacités d'appropriation et d'élaboration des politiques dans les PMA. Parmi les mesures préconisées figuraient une application rapide et anticipée des mesures concernant les PMA adoptées dans le cadre du cycle de négociation de Doha et l'octroi d'un accès aux marchés en franchise et hors contingent. Il a également été demandé d'améliorer et d'accroître l'aide, d'intensifier la mobilisation des ressources intérieures et de redoubler d'efforts pour accroître les flux financiers extérieurs, tels que les IED et les envois de fonds.

4. Un certain nombre de membres ont demandé à la CNUCED de contribuer à la mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul dans ses trois grands domaines d'action, à savoir la formation du consensus, la recherche et l'analyse, et la coopération technique. Les

travaux de la CNUCED devraient, en particulier, proposer d'autres approches des politiques nationales et internationales de développement. Il devrait s'agir: a) de proposer un cadre conceptuel et opérationnel pour l'intégration des capacités productives; b) d'intensifier la mobilisation de ressources; c) de traiter et analyser différentes questions concernant le commerce, les produits de base et la sécurité alimentaire; et d) de revoir les mécanismes de reclassement et de transition. Il a également été demandé de veiller à une reconstitution régulière des ressources du Fonds d'affectation spéciale de la CNUCED en faveur des PMA.
